

à l'article 87, 1re ligne : « ... is aan één... » au lieu de « ... is van een... »

à l'article 175, 10e ligne : « ... kader... » au lieu de « ... raam... »

à l'article 202, 8e ligne : le 3° doit commencer en retrait.

4° Texte manquant :

Article 26 : le dernier alinéa fait entièrement défaut. Le « 6° Politieke en Sociale wetenschappen, waarvoor de graad van kandidaat kan worden verleend. » doit être complété par l'alinéa suivant :

« Zodra tussen de instellingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet de Universiteit Antwerpen uitmaken een overeenkomst van eenwording wordt bereikt over de structuur, vertegenwoordiging, beheersorganen, financiering en programmatie en deze overeenkomst wordt bekrachtigd in het Gemeenschappelijk Bureau van de Universiteit Antwerpen, dient de Vlaamse Executieve onverwijld bij de Vlaamse Raad een ontwerp van decreet in dat de onderwijsbevoegdheid van de Universiteit Antwerpen uitbreidt in het kader van een algemene programmatie van het academisch onderwijs. »

5° Texte superflu :

Article 49 : les 14e et 15e lignes du texte sont superflues et doivent être supprimées.

6° Texte mal disposé :

Article 202, 2° : le texte du point 2 se termine par : « ... de artikelen 9 en 9bis, § 2; ».

A la ligne suivante, le 3° commence en retrait; le texte du point 3° commence par « de artikelen 6bis, 6ter, 9bis, 9ter en 9quater van de wet van 2 augustus 1990... ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2638

[C — 27428]

11 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux conditions d'octroi de subventions aux organismes publics pour l'acquisition, l'expropriation et l'aménagement d'immeubles pour le logement de personnes handicapées, de jeunes, de personnes âgées et de sans-abri ou de personnes mal logées

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du logement, notamment l'article 2, § 1er, et l'article 33.1;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, 3°;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, modifiée par la loi du 28 juin 1969, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 1991 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

2° Administration : la division du logement du Ministère de la Région wallonne;

3° Organisme :

a) une société immobilière de service public agréée par la Société régionale wallonne du logement;

b) une commune;

c) un centre public d'aide sociale,

qui, pour acquérir, exproprier ou aménager tout ou partie d'un ou de plusieurs immeubles pour le logement de personnes handicapées, de jeunes, de personnes âgées et de sans-abri ou de personnes mal logées, introduit une demande de subventions aux conditions fixées par le présent arrêté;

4° Aménagement : les travaux de démolition, de réhabilitation ou de transformation de tout ou partie des immeubles, les honoraires des architectes ou des ingénieurs, le parachèvement et tous les frais généralement quelconques s'y rapportant.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une subvention aux organismes qui acquièrent, exproprient ou aménagent tout ou partie d'un ou de plusieurs immeubles dont ils sont propriétaires ou dont la procédure d'acquisition ou d'expropriation est en cours, pour le logement de personnes handicapées, de jeunes, de personnes âgées ou de sans-abri ou de personnes mal logées.

La subvention est accordée pour l'opération figurant dans la demande.

Si des subventions sont accordées pour l'opération, par d'autres pouvoirs publics, le montant de la subvention est réduit d'autant.

Art. 3. § 1er. La demande de subvention est introduite par l'organisme au moyen du formulaire établi par le Ministre.

Cette demande précise :

1° la localisation du ou des immeubles;

2° le prix d'acquisition ou l'indemnité d'expropriation, s'il y a lieu;

3° une estimation détaillée des travaux d'aménagement;

4° la situation sociale des personnes destinataires de l'opération;

5° pour les organismes visés à l'article 1er, 3°, b et c, le mode de calcul des loyers, le montant du loyer ne pouvant être supérieur à vingt pour cent des revenus des personnes logées dans les immeubles aménagés par ces organismes.

§ 2. Le formulaire visé au § 1er est délivré par l'Administration et lui est renvoyé par lettre recommandée à la poste ou est déposé à l'Administration contre accusé de réception. Si le formulaire ou le dossier annexe sont incomplets, l'Administration invite l'organisme à le compléter.

L'Administration notifie à l'organisme la conformité ou la non-conformité de la demande au présent arrêté.

Art. 4. L'octroi de la subvention est subordonné aux engagements suivants, auxquels l'organisme doit souscrire envers la Région wallonne :

- 1° le délai d'exécution des travaux;
- 2° l'obligation pour l'organisme et pour l'occupant, de laisser l'Administration contrôler, à tout moment et au moins une fois par an, l'exécution des engagements;
- 3° le mode de calcul des loyers;
- 4° l'affectation obligatoire des recettes à des opérations du même type que celle faisant l'objet de la subvention;
- 5° l'interdiction d'aliéner le bien acquis, exproprié ou aménagé avec l'aide de la Région wallonne, pendant neuf ans.

Art. 5. Après que l'organisme a pris les engagements prévus à l'article 4, le Ministre lui notifie la promesse ferme de subvention calculée soit sur la base de l'estimation visée à l'article 3, § 1er, soit sur celle du prix d'acquisition, soit sur celle de l'indemnité d'expropriation, après que l'organisme ait pris les engagements visés à l'article 4.

La subvention peut être accordée en une ou plusieurs fois.

Art. 6. En cas de travaux d'aménagement, ceux-ci doivent être terminés au plus tard deux ans après la notification de la promesse ferme d'intervention.

S'il estime que la nature et l'ampleur des travaux le justifie, le Ministre peut toutefois imposer à l'organisme un délai d'exécution plus court, sans que ce délai soit inférieur à un an. Dans les mêmes conditions, et sur demande motivée de l'organisme jointe au projet de l'opération, il peut également lui accorder un délai d'exécution plus long, sans que ce délai soit supérieur à trois ans.

Art. 7. L'arrêté d'octroi précise les modalités de liquidation, par tranches, des subventions. La première tranche ne peut dépasser cinquante pour cent du montant global des travaux. Le solde sera liquidé sur la base d'une déclaration de créance appuyée des états d'avancement des travaux.

Art. 8. Si les conditions du présent arrêté ne sont pas respectées, les subventions doivent être remboursées.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 11 juillet 1991.

Art. 10. Le Ministre de la Région wallonne ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région Wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2638

[C — 27428]

11. JULI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen zugunsten öffentlicher Organe im Hinblick auf den Erwerb, die Enteignung und die Einrichtung von Gebäuden für die Unterbringung von Behinderten, Jugendlichen, Betagten und Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, insbesondere des Artikels 2 § 1, und des Artikels 33 Nr. 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1 Nr. 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Juni 1983 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Staatsbuchführung, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Juni 1989, insbesondere des Artikels 9 § 4 Absatz 3;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 20. März 1991;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2. Verwaltung : die Abteilung Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region;

3. Organ :

- a) eine von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft Walloniens anerkannte Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes;
- b) eine Gemeinde;
- c) ein öffentliches Sozialhilfezentrum,

die bzw. das unter den in vorliegendem Erlaß festgelegten Bedingungen einen Antrag einreicht, um ein bzw. mehrere Gebäude für die Unterbringung von Behinderten, Jugendlichen, Betagten und Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben, ganz bzw. teilweise zu erwerben, zu enteignen oder einzurichten,

4. Einrichtung : den Abbruch, die Sanierung oder den Umbau des Gebäudes bzw. eines Teils des Gebäudes, die Honorare der Architekten oder der Ingenieure, die Fertigstellung und alle diesbezüglichen Ausgaben gleich welcher Art.

Art. 2. Im Rahmen der Haushaltsmittel und unter den in vorliegendem Erlaß festgelegten Bedingungen kann der Minister den Organen, die ein bzw. mehrere Gebäude, die sie besitzen oder für die das Erwerbs- bzw. Enteignungsverfahren läuft, im Hinblick auf die Unterbringung von Behinderten, Jugendlichen, Betagten und Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben, ganz oder teilweise erwerben, enteignen oder einrichten, einen Zuschuß gewähren.

Der Zuschuß wird für das im Antrag erwähnte Vorhaben gewährt.

Werden für das Vorhaben Zuschüsse von anderen Behörden gewährt, wird der Betrag des Zuschusses entsprechend reduziert.

Art. 3. § 1. Der Antrag auf Zuschuß wird vom Organ anhand des vom Minister bestimmten Formulars eingereicht.

Dieser Antrag gibt folgendes an :

- 1° die Lage des bzw. der Gebäude;
- 2° gegebenenfalls den Erwerbspreis oder die Enteignungsschädigung;
- 3° eine detaillierte Schätzung der Einrichtungsarbeiten;
- 4° die soziale Lage der Personen, denen dieses Vorhaben zugute kommt;
- 5° das Verfahren für die Berechnung der Mieten, wenn es um die in Artikel 1 Nr. 3 Lit. b und c, erwähnten Organe geht, wobei der Betrag der Miete zwanzig Prozent des Einkommens der Personen, die in den von diesen Organen eingerichteten Gebäuden wohnen, nicht übersteigen darf.

§ 2. Das in Paragraph 1 erwähnte Formular wird von der Verwaltung ausgehändigt und ihr per Einschreiben zurückgeschickt bzw. bei der Verwaltung gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Wenn das Formular oder die beigefügte Akte unvollständig sind, fordert die Verwaltung das Organ auf, es bzw. sie zu vervollständigen.

Die Verwaltung teilt dem Organ mit, ob der Antrag dem vorliegenden Erlaß entspricht oder nicht.

Art. 4. Die Gewährung des Zuschusses unterliegt folgenden Verpflichtungen, die das Organ gegenüber der Wallonischen Region eingehen muß :

- 1° Die Frist für die Ausführung der Arbeiten muß eingehalten werden;
- 2° Das Organ und der Bewohner müssen die Verwaltung zu jeder Zeit und mindestens einmal pro Jahr die Erfüllung der Verpflichtungen kontrollieren lassen;
- 3° Das Verfahren für die Berechnung der Mieten muß befolgt werden;
- 4° Die Einnahmen müssen für ähnliche Vorhaben wie die, für die der Zuschuß gewährt wird, verwendet werden;
- 5° Das mit Hilfe der Wallonischen Region erworbene, enteignete oder eingerichtete Gebäude darf während neun Jahren nicht veräußert werden.

Art. 5. Nachdem das Organ die in Artikel 4 vorgesehenen Verpflichtungen eingegangen ist, teilt der Minister ihm die feste Zusage zur Bezuschussung mit; der Zuschuß wird entweder auf der Grundlage der in Artikel 3 Paragraph 1 erwähnten Schätzung oder auf der des Erwerbspreises oder auf der der Enteignungsschädigung berechnet.

Der Zuschuß kann in einem oder mehreren Malen gewährt werden.

Art. 6. Im Falle von Einrichtungsarbeiten müssen diese spätestens zwei Jahre nach der Mitteilung der festen Zusage zur Bezuschussung beendet sein.

Der Minister kann dem Organ jedoch eine kürzere Ausführungsfrist auferlegen, wenn er der Ansicht ist, dies sei durch die Art und den Umfang der Arbeiten gerechtfertigt, wobei diese Frist nicht unter einem Jahr liegen darf. Unter den gleichen Bedingungen und aufgrund eines mit Gründen versehenen und dem Entwurf des Vorhabens beigefügten Antrags des Organs kann er diesem auch eine längere Ausführungsfrist gewähren, wobei letztere drei Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 7. Der Erlaß über die Gewährung des Zuschusses legt die Modalitäten der in Teilbeträgen erfolgenden Auszahlung der Zuschüsse fest. Der erste Teilbetrag darf fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der Arbeiten nicht übersteigen. Der Restbetrag wird aufgrund einer Forderungserklärung und der Berichte über den erreichten Stand der Arbeiten ausgezahlt.

Art. 8. Wenn die Bedingungen vorliegenden Erlasses nicht beachtet werden, müssen die Zuschüsse zurückgezahlt werden.

Art. 9. Vorliegender Erlaß tritt am 11. Juli 1991 in Kraft.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2838

[C — 27428]

11 JULI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de voorwaarden inzake toekenning van subsidies aan de openbare instellingen voor de aankoop, de onteigening en de inrichting van gebouwen voor de huisvesting van minder-validen, jongeren, bejaarden en daklozen of van slecht gehuisveste personen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op artikel 2, § 1, en artikel 33.1;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, 3°;

Gelet op de wet van 28 juni 1983 tot wijziging en tot aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 9, § 4, derde lid;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort;

2° Bestuur : de Afdeling huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° instelling :

a) een publiekrechtelijke bouwmaatschappij erkend door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting;

b) een gemeente;

c) een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

die/dat om één of verschillende gebouwen geheel of gedeeltelijk aan te kopen, te onteigenen of in te richten met het oog op de huisvesting van minder-valides, jongeren, bejaarden en daklozen of van slecht-gehuisveste personen, een subsidieaanvraag onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden indient;

4° Inrichting : de slopings-, rehabilitatie- of verwerkingswerken van alle of van een gedeelte van de gebouwen, het honorarium van de architecten of ingenieurs, de afwerking en alle onkosten die erop betrekking hebben.

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister een subsidie verlenen aan de instellingen die één of verschillende gebouwen geheel of gedeeltelijk aankopen, onteigenen of inrichten waarvan zij eigenaar zijn of waarvan de aankoop- of onteigenings-procedure begonnen is, met het oog op de huisvesting van minder-valides, jongeren, bejaarden of daklozen of van slecht gehuisveste personen.

De subsidie wordt verleend voor de in de aanvraag aangegeven verrichting.

Indien subsidies door andere openbare overheden voor de verrichting worden verleend, wordt het bedrag van de subsidie met die bedragen verminderd.

Art. 3. § 1. De subsidieaanvraag wordt ingediend door de instelling aan de hand van de door de Minister opgemaakte formulier.

Die aanvraag verduidelijkt :

1° de localisatie van het (de) gebouw(en);

2° de aankoopprijs of, in voorkomend geval, de onteigeningsvergoeding;

3° een uitvoerige raming van de inrichtingswerken;

4° de sociale toestand van de personen voor wie de verrichting wordt bestemd;

5° voor de in artikel 1, 3°, b en c, bedoelde instellingen, de berekeningswijze van de huurprijs, het bedrag van de huurprijs mag niet groter zijn dan twintig percent van de inkomst van de in de door die instellingen ingerichte gebouwen gehuisveste slecht-gehuisveste personen.

§ 2. Het in de eerste paragraaf bedoelde formulier wordt afgegeven door het bestuur en moet hem bij een ter post aangetekende brief teruggezonden worden of wordt bij het bestuur tegen ontvangstbewijs neergelegd. Indien het formulier of het bijgevoegde dossier onvolledig zijn, verzoekt het bestuur de instelling die documenten aan te vullen.

Het bestuur betekent aan de instelling of haar aanvraag al dan niet met dit besluit overeenstemt.

Art. 4. De toekenning van de subsidie wordt onderworpen aan de volgende verbintenissen waarop de instelling ten gunste van het Gewest moet aangaan :

1° de uitvoeringstermijn van de werken;

2° de verplichting voor de instelling en de bewoner de uitvoering van haar verbintenissen op elk ogenblik en ten minste éénmaal per jaar door het bestuur te laten controleren;

3° de berekeningswijze van de huurprijzen;

4° de verplichte bestemming van de ontvangsten voor verrichtingen van dezelfde aard als die waarop de subsidiëring betrekking heeft;

5° het verbod het aangekochte, onteigende of ingerichte gebouw met de tegemoetkoming van het Waalse Gewest gedurende negen jaar te vervreemden.

Art. 5. Nadat de instelling de in artikel 4 voorziene verbintenissen heeft aangegaan, betekent de Minister haar de vaste belofte van subsidiëring berekend hetzij op basis van de in artikel 3, § 1, bedoelde raming, hetzij op die van een aankoopprijs, hetzij op die van de onteigeningsvergoeding nadat de instelling de in artikel 4 bedoelde verbintenissen heeft vervuld.

De subsidie kan in één of meer malen toegekend worden.

Art. 6. In geval van inrichtingswerken moeten die werken uiterlijk twee jaar na de betekening van de vaste belofte tot tegemoetkoming beëindigd worden.

Wanneer hij oordeelt dat de aard en omvang van de werken het verantwoorden, kan echter de Minister een kortere uitvoeringstermijn aan de instelling opleggen zonder dat die termijn minder dan één jaar bedraagt. Onder dezelfde voorwaarden en op gemotiveerde aanvraag van de instelling die bij het project van de verrichting wordt gevoegd, kan hij eveneens haar een langere uitvoeringstermijn toekennen zonder dat die termijn meer dan drie jaar bedraagt.

Art. 7. Het toekenningsbesluit bepaalt de modaliteiten inzake vereffening per tranches van de subsidie. De eerste tranche mag niet vijftig percent overschrijden van het globale bedrag van de werken. Het saldo zal vereffend worden op basis van een schuldverklaring vergezeld van standen van het werk.

Art. 8. Wanneer de voorwaarden van dit besluit niet in acht genomen worden, moeten de subsidies terugbetaald worden.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 11 juli 1991.

Art. 10. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutië,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 91 — 2839

[C — 27438]

6 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon autorisant temporairement la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite et de l'ombre, dans le plan d'eau des Doyards, à Vielsalm

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 10, 1^o;

Considérant le caractère cyprinicole de ce lac et la nécessité de rencontrer les intérêts halieutique et touristique de la région concernée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Par dérogation aux dispositions de l'article 10, 1^o de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale et sans préjudice de celles de l'article 7 de cet arrêté, la pêche de tout poisson, à l'exception de la truite et de l'ombre, reste autorisée dans le plan d'eau des Doyards à Vielsalm, dans la partie limitée en amont par le « Pont des Perches » et en aval par l'ouvrage de retenue d'eau du 1er octobre au 31 décembre des années 1991 à 1995.

Les truites et les ombres qui viendraient à être capturées seront immédiatement rejetées à l'eau.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 septembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature
et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 2839

[C — 27438]

6. SEPTEMBER 1991 — Erlaß der Wallonischen Regional Exekutive, durch den der Fang sämtlicher Fische, außer der Forelle und der Äsche, zeitweilig in der Wasserfläche Doyards in Vielsalm erlaubt wird

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flußfischerei, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 24. November 1988 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flußfischerei, insbesondere des Artikels 10 Nr. 1;

In der Erwägung, daß dieser See Karpfenfische aufweist und daß es notwendig ist, dem Interesse des Fischfangs und des Tourismus entgegenzukommen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;